

REGLEMENTS PARTICULIERS



TITRE 1 – ORGANISATION GENERALE

Rappel : Sauf dispositions particulières fixées aux présents règlements, il est fait application des Règlements Généraux de la FFF et des Règlements Particuliers de la LGEF.

Article 1 - Généralités

Les présents règlements sont applicables à compter du début de la saison à l'ensemble des clubs participants aux compétitions organisées par le District Haute-Marne de Football.

Toutefois, le Comité Directeur peut, en application de l'article 23 des Statuts du district, prendre toute mesure modificative ou dérogatoire que dicterait l'intérêt supérieur du football. Il rend compte de ses décisions lors de la plus proche assemblée générale.

La publication officielle des décisions prises à l'assemblée générale de même que toutes les modifications apportées aux textes départementaux (statuts, règlement intérieur, règlements des épreuves, règlements généraux et statuts particuliers qui s'y rattachent...) ainsi que de l'ensemble des décisions réglementaires prises par le District et ses Commissions est effectuée par voie électronique, notamment via le site Internet du District.

Les modalités de correspondance électronique s'établissent ainsi :

Du District à destination des clubs

Tous les courriels seront envoyés à l'adresse officielle fournie par la Ligue et enregistrée en tant que telle via Footclubs.

Des clubs à destination du District

Tous les courriels doivent être envoyés au District au moyen de l'adresse officielle fournie par la Ligue, aux adresses officielles des services communiquées par le District.

Article 2 – Evocation

L'article 13.6 des Statuts du District prévoit que le Comité Directeur peut à tout moment :

- révoquer les pouvoirs des commissions départementales,
- se saisir avant ou en cours d'examen de toute affaire en instance devant elles,
- révoquer leurs décisions sauf en matière disciplinaire.

Sous peine de nullité, la demande d'évocation doit être revêtue de la signature d'au moins six membres du Comité Directeur. Cette demande devra être adressée au secrétariat du district dans un délai maximum de 20 jours, suivant la date à laquelle la décision critiquée sera devenue définitive. La procédure sera diligentée d'urgence.

Article 3 - Les Commissions

Le Comité de Direction nomme les membres des commissions pour quatre ans en exécution de l'article 13.6 des statuts. Le comité, après les avoir entendus, peut retirer leur nomination. Les commissions élisent leur bureau lors de la première réunion. Chaque secrétaire correspond avec le Secrétaire Général du district et les organismes placés sous la juridiction de sa commission.

Ces commissions sont celles : de Discipline, d'Appel, des Arbitres, Technique, des Terrains, Médicale, de Mixité, du Statut de l'Arbitrage, des Compétitions. Eventuellement le Comité de Direction peut en instituer d'autres.

La Commission Supérieure d'Appel juge les appels de toutes les commissions de district. Elle est composée de huit membres dont au moins la moitié de non élus, auxquels s'ajoute un arbitre non élu avec voix délibérative. Ces membres ne peuvent appartenir à aucune autre commission de district.

Les commissions peuvent disposer d'un statut particulier ; celui-ci devra être soumis à l'homologation du Bureau du District. Les frais des membres de commissions sont remboursés par le trésorier du District sur présentation des pièces justificatives. Pour les membres qui optent pour la défiscalisation, ceux-ci devront fournir leur état annuel des déplacements.

Article 4 - Cas non prévus

Tous les cas non prévus au présent règlement seront jugés en s'inspirant des divers règlements de la F.F.F. et des RP de la LGEF.

Article 5 – Situation

Les secrétaires de club doivent faire connaître au secrétariat de district pour le **15 juillet** de chaque année, la **composition de leur bureau via Footclubs**.

Article 6 - Ententes et groupements

6.1 – Ententes

6.1.1 – Ententes Seniors

Application article 7 des Règlements Particuliers de la Ligue Grand Est.

Particularités du District :

L'entente entre plusieurs clubs n'est possible que dans la dernière série de District, **sans possibilité d'accession en fin de saison**. Elle ne peut porter que sur une seule équipe qui sera donc la dernière équipe hiérarchique pour l'ensemble des clubs en entente.

La demande de création de l'entente doit être formulée auprès du District au plus tard à la date de clôture des engagements et doit désigner le club responsable administrativement de l'équipe en entente.

Le comité de Direction du District est compétent pour valider la création de l'entente.

6.2.1 – Ententes Jeunes

Application article 7 des Règlements Particuliers de la Ligue Grand Est.

Particularités du District :

Le club support de l'entente doit engager l'équipe avant le **15 juillet** via son Footclubs. La demande d'entente devra être formulée au District via Footclubs (Vie des Clubs) avant le **31 juillet**.

Dans le cas où le nombre de joueurs licenciés dans l'ensemble des clubs composant l'entente permet d'engager plus d'une équipe dans une même catégorie, l'ensemble des équipes peut évoluer en entente (**en District seulement**).

Chacun des joueurs de l'entente peut être retiré de cette équipe par le club auquel il est licencié pour les besoins de ses équipes propres. Cependant, lorsqu'un club faisant partie d'une entente a engagé par ailleurs sa propre équipe dans la même catégorie, cette dernière est considérée comme une équipe supérieure.

Pour tous les cas non prévus, le Comité de Direction prend une décision après consultation de la commission compétente. La commission incite les clubs en insuffisance d'effectifs à rechercher la création d'ententes avec des clubs voisins, afin que les joueurs ne se voient pas privés de leur sport favori.

6.2 – Groupements

Application article 8 des Règlements Particuliers de la Ligue Grand Est.

Article 7 - Statut des jeunes – Obligations

Application du Statut Régional des Jeunes

Particularité du District :

- Les clubs de District dont l'équipe première dispute le championnat de **D1** ont l'obligation d'engager dans les compétitions officielles de jeunes, au moins une équipe à 11, une équipe à 8 et une équipe de U7 ou U9. Ces équipes devront terminer les championnats et plateaux de 1ère et 2ème phase.
- Les clubs de District dont l'équipe première dispute le championnat de **D2** ont l'obligation d'engager dans les compétitions officielles de jeunes au moins une équipe à 11 ou un équivalent d'au moins dix licenciés jeunes dans une ou plusieurs ententes. Cette équipe ou ces équipes devront terminer les championnats et plateaux de 1ère et 2ème phase.

En cas d'infraction, le club qui n'a pas satisfait aux obligations ne peut accéder en fin de saison au championnat de division immédiatement supérieure.

Concernant les ententes et groupements

- Le nombre d'équipes composant le **groupement** devra à minima être supérieur à celui imposé au club disposant des obligations les plus élevées. A défaut, aucun des clubs du groupement ne pourra être considéré comme respectant son obligation d'engagement.
- Le nombre d'équipes en **entente** devra à minima être supérieur à celui imposé au club disposant des obligations les plus élevées. A défaut, aucun des clubs de l'entente ne pourra être considéré comme respectant son obligation d'engagement. Pour que l'entente soit prise en compte :
 - le club concerné doit être administrativement responsable de l'équipe en entente,
 - il doit y avoir au minimum 5 licenciés par club pour les équipes à 11 et 3 licenciés par club pour les équipes à 8.

Article 8 - Les championnats de District

Les championnats sont organisés par la Commission des Compétitions.

8.1 - Organisation des championnats seniors

Championnats seniors masculins :

- SENIOR DEPARTEMENTAL 1 (D1) : 1 poule de 12 équipes
- SENIOR DEPARTEMENTAL 2 (D2) : 2 poules de 12 équipes
- SENIOR DEPARTEMENTAL 3 (D3) : 3 poules de 12 équipes
- SENIOR DEPARTEMENTAL 4 (D4) : toutes les équipes ne figurant pas dans toutes les divisions ci-dessus.

Championnats seniors féminins :

- SENIOR DEPARTEMENTAL 1 FEMININ (D1F) à 11
- SENIOR DEPARTEMENTAL 1 FEMININ (D1F) à 8

8.2 - Championnats et Coupes des jeunes

Conformément au statut fédéral, il est organisé un championnat et des coupes à 11 pour les U19, U18, U17, U16, U15, U14, un critérium à 8 pour les U13, U12, des challenges à 8 pour les U11, U10 et des plateaux pour les U9, U8, U7 et U6. Ces championnats et coupes de jeunes sont organisés par la Commission des Compétitions.

8.3 - Championnats et Coupes Foot Diversifié

Ces compétitions (futsal et foot loisir) sont organisées par la Commission Football Diversifié en lien avec la Commission des Compétitions.

8.4 - Date des engagements

La clôture des engagements est fixée au **15 juillet** pour l'ensemble des compétitions seniors et jeunes (U13 à U18) de District, y compris les équipes en entente (club support).

8.5 - Droits d'engagements

Les droits d'engagements pour les équipes disputant les championnats du district sont fixés par le Comité Directeur chaque saison et figurent au statut financier du District.

En cas de forfait avant le début des compétitions, les droits versés ne sont pas remboursés. Tout club affilié à la F.F.F mais ne participant pas au championnat, doit verser les cotisations annuelles fédérales, de ligue et de district prévues aux règlements.

8.6 Caméra embarquée

En application de l'article 136 des Règlements Généraux de la FFF, les matchs considérés comme à risque pourront faire l'objet de l'utilisation d'une caméra embarquée par l'arbitre officiel, afin de contribuer à la sécurisation du bon déroulement de la rencontre.

Article 9 - Réserve

Article 10 – Classements

10.1 - Décompte des points

Dans toutes les compétitions organisées par le district, le classement se fait par addition de points dans les conditions ci-dessous :

Match gagné	:	3 points
Match nul	:	1 point
Match perdu	:	0 point
Forfait	:	-1 point
Match perdu par pénalité	:	-1 point

Un match perdu par pénalité entraîne le retrait des points auxquels l'équipe avait eu droit et l'annulation des buts marqués par elle au cours du match. L'équipe déclarée gagnante bénéficie des points du match et le maintien des buts qu'elle a marqués au cours de la partie, buts dont le nombre sera en tout état de cause fixé à un minimum de 3.

(Pour les réclamations après match voir Titre 4 Procédures relatives aux Réserves et aux Appels)

10.2 - Forfait

Une équipe battue par forfait compte moins 1 point, son adversaire 3 points comme si le match avait été joué, score 3-0.

Forfait Général

- Une équipe qui déclare forfait général au cours de l'épreuve est classée dernière de sa poule et descendra d'office en division inférieure pour la saison suivante.
- Dans un groupe d'au moins 12 équipes, si une équipe est déclarée forfait général avant les 6 dernières journées telles que prévues au calendrier général de la compétition, les résultats acquis contre cette équipe (points, buts marqués, buts encaissés) par ses adversaires sont annulés.
Si le forfait général intervient lors des 6 dernières journées prévues au calendrier de l'épreuve, les adversaires conservent les résultats acquis contre cette équipe.
Pour les rencontres restant à jouer : gain automatique du match par 3 buts à 0 pour les adversaires.
- Dans un groupe de moins de 12 équipes, si une équipe est déclarée forfait général, les résultats acquis contre cette équipe (points, buts marqués, buts encaissés) par ses adversaires sont annulés.
- Ces dispositions s'appliquent aussi en cas d'exclusion de clubs ou d'équipes à la suite de sanctions administratives (disciplinaires **ou** sportives)

10.3 - Les forfaits entraînent les pénalités suivantes :

- 1er forfait : amende fixée par le statut financier
- 2ème forfait consécutif : forfait général*
- 2ème forfait non consécutif : amende fixée par le statut financier
- 3ème forfait non consécutif : forfait général*
- Forfait général : amende fixée chaque saison par le statut financier

*Toutefois, à partir du championnat de 3ème niveau de district compris (D3, D4, championnats féminins et jeunes), le forfait général n'est prononcé qu'après 3 forfaits consécutifs ou 4 forfaits non consécutifs.

10.4 - Forfait – Procédure

Jusqu'à 10h00 le jour du match :

Le club prévient par courrier électronique, en utilisant l'adresse officielle du club :

- Le club adverse (adresse officielle)
- Le service compétitions du District, les designateurs des arbitres et du délégué : report@hautemarne.fff.fr

En cas de non-respect de la procédure, ou après 10h00 le jour du match le club déclarant forfait sera amendé et les frais de déplacement de l'équipe visiteuse et des officiels désignés seront à sa charge.

10.5 - Championnats de Jeunes

Dérogation aux forfaits généraux des équipes de jeunes :

Le club concerné pourra à sa demande continuer la compétition (uniquement en 2^e phase), s'il en a la possibilité, jusqu'à la fin du championnat, après avis favorable de la commission d'organisation. Le forfait général sera déclaré en fin de championnat.

10.6 - Remboursement (en cas de forfait)

Application des Règlements Particuliers de la LGEF.

10.7 Trophée Meilleur Buteur de D1

Un trophée récompensera, en fin de saison, le meilleur buteur du championnat de D1. Il est donc impératif que le nom des buteurs soit renseigné à chaque match, sur la Feuille de Match Informatisée (FMI) ou papier le cas échéant. Le trophées sera remis lors de la soirée des récompenses de fin de saison.

Article 11 - Composition, accessions, rétrogradations, maintiens

11.1 - Accessions

- **D1** : le premier accède en R3
- **D2** : le premier de chaque poule accède en D1
- **D3** : le premier de chaque poule accède en D2
- **D4** : le premier de chaque poule accède en D3

Le premier ou son suivant dans la poule pour autant que l'empêchement du premier club cité résulte d'une disposition réglementaire ou bien qu'il s'agisse d'un renoncement volontaire, accède à la division supérieure.

En D1 et D2, il montera ou descendra, dans chaque poule, autant d'équipes qu'il sera nécessaire pour que chaque poule reste à 12 équipes selon les dispositions du paragraphe ci-dessus. En D3, il montera ou descendra autant d'équipes qu'il sera nécessaire pour maintenir le nombre d'équipes à 36 (3 poules de 12).

11.2 – Départage des équipes

11.2.1 - Égalité de points au classement des équipes d'un même groupe

En cas d'égalité de points pour l'une quelconque des places, le classement est établi de la façon suivante :

- 1) Il est tenu compte en premier lieu du classement aux points des matches joués entre les clubs ex-æquo.
- 2) En cas de nouvelle égalité, les clubs sont départagés par la différence entre les buts marqués et les buts concédés par chacun d'eux au cours des matches qui les ont opposés.
- 3) En cas de nouvelle égalité, on retient la différence entre les buts marqués et les buts concédés par chacun d'eux au cours de tous les matches.
- 4) En cas d'égalité de différence de buts sur tous les matches, on retient en premier celui qui en a marqué le plus grand nombre au cours de tous les matches.
- 5) En cas de nouvelle égalité, un tirage au sort départage les équipes

11.2.2 – Départage d'équipes de groupes différents

Dans le cas où il convient de départager plusieurs équipes de groupes différents dans le cadre d'une accession ou d'une rétrogradation, un ordre sera établi selon les critères suivants :

- 1) Priorité est donnée à une équipe A sur une équipe réserve, à une équipe B sur une équipe C etc...
- 2) En cas d'égalité, il sera tenu compte du ratio points / matches joués.
- 3) En cas de nouvelle égalité, il sera tenu compte du nombre de matches de suspension engendré par les cartons rouges reçus par chaque équipe.
- 4) En cas de nouvelle égalité, il sera tenu compte du ratio différence de but générale / matches joués.
- 5) En cas de nouvelle égalité, il sera tenu compte du ratio nombre de buts marqués / matches joués.
- 6) En cas de nouvelle égalité, un tirage au sort départage les équipes.

11.3 - Rétrogradations

- **D1** : les deux derniers descendent en D2

- **D2** : le dernier de chaque poule et le moins bon 11^e descendent en D3

- **D3** : le dernier de chaque poule descend en D4

11.4 - Maintien

Lorsque le nombre total des clubs devant composer un championnat la saison suivante est inférieur au nombre de clubs devant y figurer, le ou les clubs supplémentaires appelés à combler les places vacantes sont repêchés parmi ceux qui occupaient les places de relégation de ce niveau de compétition à l'exception du dernier. Les équipes ayant fait l'objet d'une exclusion ou d'un forfait général ne sont pas repêchées.

11.5 - Equipes réserves

Lorsque des équipes réserves participent concurremment avec des équipes premières avec droit d'accession et risque de descente, il est précisé qu'en aucun cas les équipes 1, 1B, 1C, 1D, etc. d'un même club ne peuvent participer à une même compétition.

Précision : deux équipes d'un même club pourront évoluer dans le championnat de dernière série, mais une seule d'entre elles pourra accéder à la division supérieure la saison suivante.

Dans ce cas et seulement dans ce cas, les deux équipes d'un même club, peuvent évoluer à ce même niveau de compétition, voire dans la même poule, en identifiant clairement leur niveau hiérarchique, choix défini pour toute la saison avant le début des compétitions afin de permettre, au cours de la saison, l'application des restrictions de participation des joueurs.

Article 12 - Calendrier et heures officielles des matchs

12.1 - Calendrier

12.1.1 - La Commission des compétitions élabore le calendrier général des compétitions y compris les dates retenues pour les matchs en retard, elle a toute latitude pour prendre les dispositions nécessaires à la gestion du calendrier (match remis ou à rejouer, inversions de rencontres). Le calendrier de la saison est arrêté par le Comité Directeur sur proposition de la commission des compétitions.

12.1.2 - Tous les matchs à rejouer ou remis doivent être joués avant les deux dernières journées, y compris pour les équipes qui ne sont plus concernées par la montée ou la descente.

12.1.3 - Afin de sauvegarder la régularité des championnats, tous les coups d'envoi des matchs des deux dernières journées pour chacune des équipes d'un groupe doivent se dérouler le même jour et à la même heure. La Commission peut exceptionnellement y déroger pour les rencontres ne présentant aucun enjeu pour les accessions ou relégations ainsi que pour les matchs nécessitant un lever de rideau.

12.1.4 - Les dispositions prévues aux alinéas 2 et 3 ci-dessus ne sont pas applicables aux compétitions de jeunes.

12.2 - Heure officielle des matches

La Commission des Compétitions est seule compétente pour fixer et/ou valider les horaires des rencontres, en fonction des contraintes liées à l'organisation des compétitions et à l'occupation des terrains, pour lesquelles la Commission des Compétitions a toute latitude pour prendre les dispositions nécessaires.

12.2.1 - Compétitions Jeunes :

- Les matches **de U12, U13, U14, U15, U16, U17, U18, U19** se jouent le samedi ou jours fériés légaux par défaut à 15h00 (matchs d'ouverture à 13h00) pour la période estivale et à 14h30 (matchs d'ouverture à 12h30) pour la période hivernale.

- Les plateaux **des U11, U10, U9, U8, U7, U6** se dérouleront suivant les horaires définis par la commission d'organisation. *Des journées de championnat peuvent être programmées pendant les vacances scolaires.*

12.2.2 Compétitions Seniors :

Les matches se jouent le dimanche ou jours fériés légaux :

L'heure officielle des matchs est fixée **par défaut** :

- Au dimanche à 15 heures en période estivale (dès le changement d'heure légale « d'été » jusqu'au changement d'heure légale « d'hiver »)
(Les matches d'ouverture se jouent à partir de 13h00).
- Au dimanche à 14h30 en période hivernale (dès le changement d'heure légale « d'hiver » jusqu'au changement d'heure légale « d'été »)
(Les matches d'ouverture se jouent à partir de 12h30).

12.2.3 Lever de rideau (dérogation) :

Afin de pouvoir organiser au mieux leurs rencontres à domicile et l'utilisation de leurs installations, les clubs ont la possibilité de définir lors de l'engagement de leurs équipes (**avant le 15 juillet**) l'horaire des levers de rideau applicable pour leurs équipes et ce pour toute la saison.

12.3 - Report de matchs

Deux clubs peuvent se mettre d'accord pour changer la date, le lieu ou l'horaire du match mais **la Commission des Compétitions est seule juge pour entériner ou non la demande de report** en fonction des impératifs du calendrier et de l'avancement des compétitions.

La demande de dérogation via Footclubs devra parvenir au siège du district au moins 15 jours à l'avance avec accord de l'adversaire. Ceci afin de sauvegarder la régularité des championnats.

Le montant des droits, fixé chaque saison par le Comité Directeur, tient compte de la date de la demande de modification, soit, par rapport à la date initiale de la rencontre concernée :

- plus de 15 jours,
- entre 6 et 15 jours,
- moins de 6 jours.

Ces modifications paraissent sur le site Internet du district.

Après **16h00** le vendredi précédant la rencontre ou la veille de la rencontre programmée un jour en semaine, toute demande exceptionnelle sera soumise à la procédure de report de match visée à l'article 12.4

Pour tout événement tragique affectant un club, prendre contact avec le Président de la Commission des Compétitions au 06.62.42.46.34.

12.4 - Terrain impraticable

12.4.1 - Généralités

Un terrain est jouable lorsque toutes les conditions de régularité du jeu sont acquises (état de la pelouse, circulation du ballon et sécurité des acteurs). Un terrain est impraticable dès lors que lesdites conditions ne sont plus remplies, mais aussi lorsque le fait de jouer est de nature à endommager gravement une pelouse au demeurant en bon état. La déclaration d'impraticabilité concerne en général un cas de force majeure (gel, neige, dégel, inondation, etc...).

Dans tous les cas un arrêté municipal doit être produit. Un arrêté concernant l'interdiction du terrain doit comporter :

- La date du jour d'interdiction d'utilisation du terrain,
- La date d'édition de l'arrêté
- La signature du Maire ou son Conseiller municipal délégué, à l'exclusion de toute autre personne,
- Le cachet officiel de la Mairie.

Il est précisé qu'un arrêté peut limiter le nombre de match en favorisant le maintien d'une seule rencontre qui sera définie par la commission des compétitions du District.

12.4.2 - Procédures

La gestion, en cas de terrain impraticable diffère selon les trois (3) cas suivants :

1. Arrêté transmis avant le vendredi 16h00
2. Procédure d'urgence
3. Déclaration d'impraticabilité le jour du match par l'arbitre

A titre exceptionnel et en cas de fortes intempéries, il se peut qu'une remise générale ou partielle soit prononcée le jour même des rencontres. Dans ce cas, un communiqué sera publié sur le site internet officiel du District.

12.4.2.1 - Arrêté transmis avant le vendredi 16h00

Pour les rencontres du samedi et du dimanche, en cas d'impraticabilité, un arrêté municipal doit parvenir au service "compétitions" par courriel (competitions@hautemarne.fff.fr) au plus tard le vendredi à 16h00. Lorsque le club dispose d'un terrain de repli répondant aux normes requises, type synthétique ou autre, le match devra pouvoir se dérouler sur ce terrain de repli.

La commission organisatrice se réservera le droit de faire visiter le terrain dès réception de l'arrêté d'interdiction d'utilisation des installations dans les meilleurs délais, au plus tard la veille du match avant 10h, en présence des représentants du club et si possible du propriétaire des installations concernées par les représentants du district.

12.4.2.2 - Procédure d'urgence

Cette procédure vise à permettre la remise d'une rencontre en cas de détérioration subite des conditions météorologiques. C'est une démarche d'exception que les clubs doivent entreprendre jusqu'à 10h le jour du match sauf pour les rencontres du matin qui seront étudiées au cas par cas.

Le club prévient par courrier électronique, **en utilisant l'adresse officielle du club** (avec accusé de réception) précisant les matchs concernés, avec l'arrêté municipal :

- Le club adverse (adresse officielle)
- Le service compétitions du District, les désignateurs des arbitres et du délégué : report@hautemarne.fff.fr

12.4.2.3 - Déclaration d'impraticabilité le jour du match par l'arbitre

Seul l'arbitre peut décider de la praticabilité du terrain. Il rendra sa décision après avoir pris l'avis des dirigeants des clubs en présence et, le cas échéant, celui du propriétaire du terrain ou de son représentant accrédité. Si le terrain est impraticable, l'arbitre, après avoir procédé à la vérification des licences, fera établir la feuille de match.

12.4.3 - Conséquences

La commission des compétitions peut fixer automatiquement la rencontre sur une installation en gazon synthétique si le club recevant possède une telle installation, ou décider de l'inversion de la rencontre avec accord du club adverse, dans ce cas, s'il s'agit d'une rencontre « aller », l'inversion de la rencontre « retour » ne sera pas automatique mais sera toujours possible avec l'accord des deux clubs.

La commission des compétitions a toute latitude pour prendre les dispositions nécessaires à la gestion du calendrier.

En cas de non-respect de la procédure, le club défaillant au règlement sera amendé et les frais de déplacement de l'équipe visiteuse et des officiels seront à sa charge.

Article 13 - Durée des matchs

Championnats Séniors	45' x 2	BALLON TAILLE 5
Championnats Séniors F	45' x 2	BALLON TAILLE 5
Championnats U18	45' x 2	BALLON TAILLE 5
Championnats U18F	40' x 2	BALLON TAILLE 5
Championnats U16F	40' x 2	BALLON TAILLE 5
Championnats U15	40' x 2	BALLON TAILLE 5
Critérium U13	30' x 2	BALLON TAILLE 4
Critérium U13F	30' x 2	BALLON TAILLE 4
Challenge U11	60'	BALLON TAILLE 4
Plateau U9	50'	BALLON TAILLE 3 (taille 4 possible)
Plateau U7	40'	BALLON TAILLE 3 (taille 4 possible)

Article 14 - La licence – qualification

14.1 - Le régime de qualification du club et des joueurs est celui des R.G., R.P. Ligue Grand Est complété par la disposition suivante :

Pratique U17 en séniors (article 9 RP LGEF)

Le nombre de joueurs U17 surclassés est **limité à trois** sur la feuille de match.

14.2 - Restriction de participation à une rencontre

14.2.1 - Lorsqu'un club, quel que soit son statut, engage plusieurs équipes dans des championnats différents, la participation de ses joueurs ou de ses joueuses à des rencontres de compétitions dans les équipes inférieures est limitée selon les prescriptions énoncées à l'article 167 des Règlements Généraux de la FFF.

14.2.2 - En complément de l'article 167.4 des Règlements Généraux de la FFF, ne peuvent entrer en jeu, au cours des cinq dernières rencontres de championnat, plus de trois joueurs ayant effectivement joué, au cours de la saison, tout ou partie de plus de dix rencontres de compétitions officielles en équipe(s) supérieure(s). Pour une équipe supérieure disputant un championnat national, les rencontres à prendre en compte sont exclusivement les rencontres de compétitions nationales. **Cette règle s'applique aux rencontres de coupes de Haute-Marne Séniors et Jeunes dès lors qu'elles sont programmées durant la période des cinq derniers matches de championnat ou après.**

Article 15 - Feuille de match

15.1 - Inscriptions obligatoires :

- a) **D1 :**
 - 3 arbitres officiels
 - 2 délégués (club visité)
 - 1 accompagnateur (chaque club)
- b) **D1F – D2 – D3 – D4 :**
 - 1 arbitre officiel (ou bénévole)
 - 1 arbitre assistant (recevant)
 - 1 arbitre assistant (visiteur)
 - 1 délégué (recevant)
 - 1 accompagnateur minimum
- c) **Jeunes**

Chaque équipe doit présenter :

 - 1 éducateur majeur ou un accompagnateur majeur
 - 1 arbitre assistant

L'équipe recevant devra en outre présenter un délégué majeur.

15.2 - Feuille de match informatisée (F.M.I.)

Voir articles 139 des Règlements Généraux de la FFF et 24 des Règlements Particuliers de la LGEF.

En cas de non-utilisation de la FMI et du passage à une feuille de match papier, l'arbitre officiel de la rencontre ou, le cas échéant le club recevant, devra adresser dès le soir de la rencontre un courrier électronique à competitions@hautemarne.fff.fr expliquant précisément la raison pour laquelle la tablette n'a pu être utilisée.

Procédures d'exception :

- ✓ le motif de l'impossibilité d'utiliser la FMI sera examiné par la Commission compétente et sera susceptible d'entraîner une sanction pouvant aller jusqu'à la perte du match (0 pt, 0 but), mais le club adverse ne bénéficie pas des points correspondant au gain du match, il conserve alors le bénéfice des points acquis et des buts marqués lors de la rencontre.
- ✓ Le non-respect de ces dispositions entraîne à l'encontre du club fautif une amende, dont le montant est fixé au statut financier.

15.3 - Feuille de match papier

En cas d'utilisation d'une feuille de match papier, le club recevant peut télécharger celle-ci (et son annexe) sur Footclubs.

Rédaction de la feuille de match (équipes recevantes et visiteuses) :

- inscription des n° de maillots (**article 26.2 des Règlements Particuliers de la LGEF**)
- inscription des n° de licences avec identité des joueurs
- inscription de l'identité du capitaine et sa signature avant match et après match
- inscription des joueurs remplaçants, noter sur la ligne du joueur remplaçant le numéro du joueur remplacé dans la colonne remplaçant en précisant la minute lors de la première entrée.
- codification des personnes sur le banc : (D) pour Dirigeant ; (E) pour Educateur ; (M) pour encadrement médical
- les Délégués du club recevant s'inscrivent dans le cadre information (adresse de retour de la F.M)

Autres consignes :

- a) Le club recevant doit numériser la feuille de match (et son annexe) et l'envoyer par courrier électronique à competitions@hautemarne.fff.fr avant le lendemain de la rencontre à 10h00.
- b) L'arbitre désigné doit adresser le lendemain de la rencontre au siège du District l'original de la feuille de match, ainsi que l'annexe à la feuille de match dans les cas suivants :
 - réserves d'avant match,
 - observations d'après match,
 - réserves techniques,
 - les buteurs en D1 et les buteuses en D1F,

Chaque club doit conserver un exemplaire de la feuille de match (photographie avec le téléphone) qui pourra lui être réclamée pendant toute la saison.

La feuille de match doit être correctement et intégralement remplie dans toutes ses rubriques. Toute infraction à cette disposition est sanctionnée d'une amende fixée chaque saison par le Comité Directeur.

TITRE 4 – PROCEDURES RELATIVES AUX RESERVES ET AUX APPELS

Article 16 - Réserves – Réclamations – Evocation

16.1 - Réserves

Les réserves portant sur la qualification et/ou la participation de joueurs à un match doivent être déposées (sur l'annexe de la feuille de match) avant le début de ce match et signées par l'arbitre et les capitaines d'équipes. Pour être traitée, elle doit être confirmée dans les 48 heures après le match au District : competitions@hautemarne.fff.fr .

16.2 - Réclamations après-match :

Art. 141 bis des Règlements Généraux de la FFF – La qualification et/ou la participation des joueurs peut être contestée après la rencontre, en formulant une réclamation dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 187.1 des Règlements Généraux de la FFF.

Article 187.1. Règlements Généraux de la FFF – Réclamations

La mise en cause de la qualification et/ou de la participation exclusivement des joueurs peut, même s'il n'a pas été formulé de réserves préalables sur la feuille de match, intervenir par la voie d'une réclamation formulée, uniquement par les clubs participants à la rencontre, dans les conditions de forme, de délai et de droits fixés, pour la confirmation des réserves, par les dispositions de l'article 186.1 des Règlements Généraux de la FFF.

Cette réclamation doit être nominale et motivée, au sens des dispositions prévues, par l'article 142 des Règlements Généraux de la FFF.

Le non-respect des formalités relatives à la formulation et au dépôt de la réclamation entraîne son irrecevabilité.

Si la réclamation est recevable, le club adverse en reçoit communication par l'organisme gérant la compétition et il peut s'il le souhaite, formuler ses observations dans le délai qui lui est imparti (48 heures).

16.3 - Evocation (article 187.2 des Règlements Généraux de la FFF) :

Même en cas de réserves ou de réclamation, l'évocation est toujours possible par la commission compétente, suivant les dispositions des articles 187.2 des Règlements Généraux de la FFF et 16.4 des Règlements Particuliers du District.

16.4 - Situation d'un joueur présumé suspendu

Le club par l'intermédiaire de Footclubs a la possibilité de vérifier si le club adverse a inscrit un joueur suspendu sur la feuille de match.

Dans le cas où le club après vérification constate que son adversaire a inscrit sur la feuille de match un joueur en état de suspension, celui-ci adresse **dans les 48 heures** au secrétariat la demande d'évocation ci-dessous dument remplie, sinon les réserves seront rejetées.

M ou Mme (Nom).....	(Prénom).....
Club :	
Fonction :	
Demande d'évocation.	
Le joueur (Nom)	(Prénom)..... (N° licence).....
Du club de	
A participé à la rencontre :	
De :	contre..... Division.....
Du	
Ce joueur a été sanctionné par la commission de discipline du District Haute-Marne de football (de la ligue Grand Est) lors de sa réunion du	
de matches de suspension ferme à dater du	
A ce jour, ce joueur n'aurait pas purgé l'intégralité de sa suspension dans l'équipe de son club pour laquelle il a joué ce jour et ne pouvait pas participer au match cité ci-dessus.	
A..... le.....	
Signature :	

Article 17 – Formulation

17.1 - Sur les joueurs : qualification - participation - AVANT- PENDANT - APRES LE MATCH :

Sur l'annexe inscrire la référence complète du match, puis le texte de(s) la (les) réclamation(s) et enfin dater et signer. Les réserves doivent être signées par l'arbitre et les deux capitaines et par le délégué majeur chez les jeunes (la signature indique seulement qu'on a eu connaissance des réserves). L'arbitre indique sur l'ANNEXE à la feuille de match le refus du capitaine ou du délégué majeur de signer les réserves.

17.2 - Les réclamations sont nominales (nom de club, nom et prénom),

Elles doivent être motivées (indiquer de façon la plus précise possible les faits reprochés au joueur cité et portant uniquement sur la qualification et/ou la participation à la rencontre).

17.3 - Réserves sur les installations :

Celles-ci doivent être déposées au plus tard 45' avant le coup d'envoi de la rencontre.

Le fait de jouer la rencontre vaut acceptation des conditions de jeu et les réserves deviennent caduques.

17.4 - Réserves techniques

Les réserves visant les décisions de l'arbitre doivent être formulées par le capitaine plaignant à l'arbitre, à l'arrêt de jeu qui est la conséquence de la décision contestée si elles concernent un fait sur lequel l'arbitre est intervenu ou dès le premier arrêt de jeu s'il s'agit d'un fait sur lequel l'arbitre n'est pas intervenu. (Article 146 des Règlements Généraux de la FFF)

Ces réserves doivent être confirmées **dans les 48 heures ouvrables** suivant le match par lettre recommandée avec en tête du club, ou courrier électronique depuis l'adresse officielle du club au secrétariat du district, qui ventile à la commission intéressée. Le montant des droits de confirmation, ou le complément seront prélevés directement sur le compte du club réclamant. (Article 186 des Règlements Généraux de la FFF.)

Nous présentons ci-dessous quelques modèles de réclamation à titre indicatif :

Je soussigné, ... capitaine de l'équipe de ... déclare poser des réserves sur la participation et la qualification à ce match de tous les joueurs de l'équipe de ... dont les noms et prénoms sont inscrits sur la présente feuille de match, pour les motifs suivants :

1. Ces joueurs ont participé au cours de la saison à tout ou partie de plus de 10 rencontres de compétitions nationales, régionales ou départementales en équipes supérieures, alors que le règlement n'autorise que 3 joueurs à participer lors des cinq dernières rencontres de championnat. **Cette règle s'applique aux coupes de Haute-Marne Séniors et Jeunes**
2. Ces mêmes joueurs ont participé au dernier match de compétition officielle dans l'(les) équipes (s) supérieure (s), cette (ces) équipes (s) étant au repos le même jour ou le lendemain.

Je soussigné,capitaine de l'équipe de ...déclare poser des réserves sur LA QUALIFICATION ET LA PARTICIPATION à ce match des joueurs de l'équipe de dont les noms et prénoms suivent..... Ces joueurs ne présentent pas de licence.

Je soussigné.....capitaine de l'équipe de..... déclare poser des réserves sur la PARTICIPATION à ce match des joueurs mutés suivants : (Noms et Prénoms) de l'équipe de...le club de ...étant en (1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} année d'infraction avec le statut de l'arbitrage et ne peut aligner que 4, 2, 1 joueur (s) muté (s) dans son équipe 1^{ère}. Ces dispositions sont applicables aux équipes de divisions inférieures à la division supérieure de district. Les équipes de division supérieure de district en 3^{ème} année d'infraction n'ont droit à aucun joueur muté.

Je soussigné, ... capitaine de l'équipe de ... déclare poser des réserves sur la PARTICIPATION à ce match des joueurs mutés suivants : (Nom et Prénom) de l'équipe de ... cette équipe présente ... mutés alors que le règlement n'autorise que six (6) joueurs dans cette situation dont 2 mutés hors période normale.

Vous avez pu constater qu'un joueur était en situation irrégulière (ex : il a une licence dans deux clubs différents, il devrait être joueur muté) ou que sa licence n'est pas régulière ou incomplète.

Je soussigné, ... capitaine de l'équipe de ... déclare poser des réserves sur la QUALIFICATION ET LA PARTICIPATION à ce match du joueur (nom et prénom) de l'équipe de ... pour le motif suivant : (le motif doit être complet et précis)

LA QUALIFICATION est la situation du joueur régulièrement licencié dans le club, compte tenu des délais réglementaires.
LA PARTICIPATION est le fait de prendre part au jeu à un moment quelconque de la partie.
Pour être inscrit sur une feuille de match, un joueur doit remplir intégralement les conditions de qualification et de participation.

Article 18 - Appel des décisions : Article 190 des Règlements Généraux de la F.F.F.

18.1 - Appel d'une décision d'une Commission de District (sauf disciplinaire) art 189, 190 des R.G :

- rédiger l'appel en précisant le motif,
- l'adresser dans un délai de **7 jours** à compter du lendemain du jour de la notification de la décision contestée, au secrétariat du district qui ventilerà à la juridiction compétente. Lettre recommandée avec en tête du club ou courrier électronique à partir de l'adresse officielle du club.

Pour les championnats de ligue et de district, le délai d'appel est réduit à 5 jours si la décision contestée :

- porte sur l'organisation, le déroulement de la compétition ou sur le classement en fin de saison,
- est relative à un litige survenu lors des 4 dernières journées de compétition,

Le jour de la notification est :

- soit le jour de la première présentation de la lettre recommandée,
- soit le jour de la transmission de la décision par courrier électronique avec accusé de réception,
- soit le jour de la publication de la décision **sur Footclubs**.

18.2 - Appel d'une décision du Comité Directeur ou de la Commission Supérieure d'Appel du District (sauf disciplinaire)

Idem que ci-dessus mais l'appel est adressé à la Commission Supérieure d'Appel de Ligue.

18.3 - Disposition pour un appel concernant les questions disciplinaires

La notification des sanctions intervient :

- pour les sanctions fermes ou avec sursis, prononcées à titre principal, dont le quantum est inférieur ou égal à 6 matches de suspension, par publication sur Footclubs et sur l'espace personnel du licencié «Mon Espace FFF», accessible depuis le site internet officiel de la F.F.F. et celui de ses Ligues et Districts ;
- pour les autres : par courrier électronique avec accusé de réception ou courrier recommandé avec avis de réception.

Cette notification mentionne les voies et les délais de recours.

La Commission Supérieure d'Appel de District juge en dernier ressort, les décisions de la Commission de Discipline si la sanction est inférieure à un an. *(Lorsque la sanction est égale ou supérieure à un an, la Commission Supérieure d'Appel de Ligue juge en dernier ressort).*

Elle juge toute décision pouvant être frappée d'appel par l'intéressé ou son club, ou par le bureau du Comité Directeur des instances départementales.

18.4 – Procédure d'appel

L'appel n'est pas suspensif (Article 3.4.1.1 du règlement disciplinaire et barème disciplinaire de la FFF)

18.4.1 - Sanction inférieure à 1 an :

- rédiger l'appel en précisant le motif,
- l'adresser par lettre recommandée, ou courrier électronique officiel du club, obligatoirement avec en tête du club, dans un délai de 7 jours au secrétariat du District.

18.4.2 - Sanction égale ou supérieure à 1 an :

Idem que ci-dessus mais l'appel est adressé à la Commission **Supérieure d'Appel** de Ligue.

TITRE 5 – LES INSTALLATIONS SPORTIVES

Article 19 - Sécurité des terrains et de leurs équipements

La loi sur le sport d'octobre 1984 modifiée, impose que les compétitions se jouent sur des installations classées. Elles sont classées dans la catégorie des Etablissement Recevant du Public de type Plein Air (E.R.P de type P.A) ; Une installation classée correspond à un ensemble (aire de jeu et vestiaires) qui permet la pratique du football selon les règles sportives et de sécurité relative au dispositif préventif de sécurité minimum dans le cadre de l'organisation des compétitions.

Article 20 – Affectation

Les clubs de District ne peuvent s'engager en compétition que s'ils disposent d'une installation classée par la FFF.

Article 21 – Classement

21.1 - Classement Compétitions Seniors

- Niveau T5 minimum pour le championnat Départemental 1.
- Niveau T6 minimum pour le championnat Départemental 2 et 3.
- Niveau T7 minimum pour les championnats Départementaux de dernière série.

21.2 - Modalité de mise en conformité en cas d'accession

En cas d'accession à un niveau de compétition demandant un classement de l'installation de niveau supérieur, la mise en conformité au règlement des terrains devra être réalisée dans les 3 années civiles qui suivent l'accession, sous peine de ne pouvoir être maintenue.

Cette mise en conformité validée par la CDTIS, fera l'objet d'un échéancier entre le propriétaire de l'installation sportive et le District, signé par les deux parties dès la première année d'accession.

Un club de Départemental 1 n'ayant pas d'installation classée au minimum en Niveau T5 n'est pas accepté en R3.

21.3 - Classement Compétitions Jeunes

Niveau T7 minimum pour le championnat Départemental.

21.4 - Classement Compétitions FUTSAL

Niveau FUTSAL 4 pour le championnat Départemental.

21.5 - Classement Compétitions Nocturnes

21.5.1 - Les compétitions en nocturne de District ne sont autorisées que sur des installations classées en niveau E1, E2, E3, E4, E5, E6 ou E7.

21.5.2 - Pour toute panne ou ensemble de pannes, sauf cas de force majeure, la responsabilité du club organisateur est engagée. De fait, la présence d'un technicien en installation d'éclairage pour nocturnes, capable d'intervenir immédiatement, est fortement recommandée compte tenu du délai maximum réglementaire (45') de la durée de l'interruption.

Lorsqu'une panne ou plusieurs pannes des installations d'éclairage pour nocturne entraînent le retard du coup d'envoi ou une ou plusieurs interruptions d'une rencontre, d'une durée cumulée de plus de 45 minutes, l'arbitre doit définitivement arrêter celle-ci, la Commission d'Organisation ayant alors à statuer sur les conséquences de cet incident.

TITRE 6 – STATUT DE L'ARBITRAGE

Article 22 - Organisation de l'arbitrage

22.1 - L'arbitre de club et arbitre-assistant de club

C'est une fonction assurée par un licencié majeur ayant suivi une formation à l'arbitrage validée par une autorisation d'arbitrer son club. **Il a priorité pour arbitrer des rencontres de son club en cas d'absence d'arbitre désigné.**

Conditions fixées par le District Haute Marne :

- Pour assurer cette fonction il doit satisfaire à un contrôle médical,
- La demande de licence dirigeant devra être demandée avant le 31 août de la saison en cours,
- La licence devra être validée par un tampon « arbitre de club » avant le 30 septembre de la saison en cours pour les renouvellements des arbitres de club. Cette licence sera présentée au secrétariat du District comportant la mention « certificat médical de non contre-indication »,
- La licence devra être validée par un tampon « arbitre de club » avant le 28 février de la saison en cours pour les nouveaux candidats « arbitre de club » formés pendant la saison. Cette licence sera présentée au secrétariat du District comportant la mention « certificat médical de non contre-indication »,

- Il devra participer au stage de rentrée des arbitres ou au stage de mi-saison pour être pris en compte vis-à-vis du statut de l'arbitrage,
- Il devra participer à un stage de recyclage d'une journée tous les 3 ans,
- Il devra avoir dirigé dans son club au moins 8 rencontres au centre ou comme arbitre assistant sur des rencontres de championnats adultes,
- Le club devra justifier des 8 rencontres avant la fin de saison en complétant un document mis à sa disposition,
- En D3 : Dispositions favorables de l'article 45 du statut de l'arbitrage (possibilité d'avoir des muté(s) supplémentaire(s)).

A la vérification de la situation des clubs vis-à-vis du statut de l'arbitrage du 30 septembre, la liste des arbitres de club avec le nom du club d'appartenance n'ayant pas réédité leur licence figurera au tableau synoptique du PV de la CDSA.

Cas du dirigeant ayant signé plusieurs licences : Il couvrira pour le statut de l'arbitrage le club qui l'a présenté à l'examen.
Cas du dirigeant changeant de club : Quelle que soit la date du changement, il couvrira pour le statut de l'arbitrage le club qui l'a présenté à l'examen pendant 2 saisons à la condition d'avoir officié sur les 8 rencontres justifiées par son club formateur.

Cas du joueur majeur changeant de club : la nouvelle licence devra porter la mention « Arbitre de club ». Il est soumis aux mêmes conditions que le dirigeant au regard du statut de l'arbitrage.

L'éligibilité au renouvellement de la licence d'arbitre « de club » est attribuée en fin de saison par la Commission du Statut de l'Arbitrage au travers d'un bilan de situation annuel fourni par le secrétariat du District.

22.2 - Absence d'arbitre officiel

En cas d'absence de l'arbitre régulièrement désigné, c'est l'arbitre assistant désigné numéro un qui prend officiellement la direction du match.

En cas d'absence d'arbitre et d'arbitres assistants régulièrement désignés par les commissions compétentes ou en cas de non-désignation, les matches de compétition organisés par le District sont dirigés, dans l'ordre prioritaire suivant, par :

1. un arbitre officiel neutre présent dans le stade,
2. un arbitre officiel du club visiteur,
3. un arbitre officiel du club visité,
4. un arbitre de club du club visiteur,
5. un arbitre de club du club visité,
6. tirage au sort entre un licencié majeur présenté par chacun des clubs en présence. (VISITE MEDICALE OBLIGATOIRE)

Les arbitres officiels objet de 1,2 et 3 ne doivent pas être déclarés indisponibles auprès de leur C.R.A. ou de leur C.D.A., ne doivent pas être désignés par celles-ci sur un autre match et ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

L'arbitre désigné par une quelconque des formules précédentes prend la direction du match avec toutes les prérogatives de l'arbitre officiel.

Article 23 - Les obligations

Pour toutes les équipes en règle avec le Statut de l'Arbitrage, le nombre de joueurs mutés inscrits sur la feuille de match ne doit pas dépasser : 6 (six) pour les équipes évoluant en championnat de Ligue et de District sauf dérogation prévue aux R.G.

23.1 - Nombre de matchs :

Pour couvrir son club l'arbitre doit diriger un minimum de matches par saison :

- arbitre adulte : 18 matches
- arbitre/joueur adulte : 10 matches
- arbitre jeune : 10 matches
- arbitre très jeune : 10 matches
- arbitre de club : 8 matches
- arbitre spécifique futsal : 5 journées
- arbitre stagiaire : 5 matches

23.2 - Nombre d'Arbitres :

Départementale 1 : 2 arbitres officiels dont 1 majeur

Départementale 2 : 2 arbitres officiels dont un majeur OU 1 arbitre officiel majeur et 2 arbitres de club

Départementale 3 : 1 arbitre officiel (2 arbitres de club pourront autoriser une application de l'article 45)

Un arbitre officiel amené à l'arbitrage par un club lors de la saison N, couvrira ce club à hauteur de 2 arbitres lors de la saison N+2, dès lors qu'il arbitrera le nombre de matchs requis (L'exception prévue à l'article 34.2 du règlement du Statut de l'Arbitrage ne peut être appliquée pour permettre l'application de la présente disposition).

23.3 23.3 – Prise en compte des certificats médicaux (*Validation par le CD de la Ligue LGEF du 27 Mai 2025*) :

- Pour tout certificat médical présenté, la Commission du Statut de l'Arbitrage pourrait prendre en compte deux rencontres par mois à concurrence de 3 mois en fonction de la situation.
- La Commission aura toutefois toute latitude pour statuer sur des situations particulières **sur demande du club** et présentation d'un dossier de situation.
- Le certificat médical devra être envoyé par le club ou l'arbitre **pendant sa période d'arrêt** à l'adresse suivante secretariat@hautemarne.fff.fr.
- Pour les arbitres couvrant un club de District, la procédure se trouve sur le site du District.
- Pour les arbitres couvrant un club de ligue, la procédure se trouve sur le site de la LGEF

Dans le cas contraire, le certificat médical ne sera pas pris en compte pour le statut de l'arbitrage.

Article 24 - Sanctions compétitions de District

24.1 - Sanctions Sportives

ANNEE INFRACTION	NOMBRE MUTES EN MOINS
1 ^{ère} année	Moins 2
2 ^{ème} année	Moins 4
3 ^{ème} année et plus	Moins 5

Tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juin, en 3^{ème} année d'infraction et plus, ne peut immédiatement accéder à la division supérieure s'il y a gagné sa place. Cette dernière sanction est applicable sur la première équipe du club en position d'accession.

24.2 - Sanctions Financières

D1 (tarif Ligue Grand Est) :

1^{ère} saison d'infraction : 120 € par arbitre manquant

2^{ème} saison d'infraction : Amendes doublées

3^{ème} saison d'infraction : Amendes triplées

4^{ème} saison d'infraction : Amendes quadruplées

D2 – D3

1^{ère} année d'infraction : 25 € par arbitre manquant 2^{ème}

année d'infraction : Amendes doublées

3^{ème} année d'infraction : Amendes triplées

4^{ème} année d'infraction : Amendes quadruplées

TITRE 7 – FRAIS - REMBOURSEMENT

Article 25 - Frais d'arbitrage championnat de district Départemental 1

Caisse de Péréquation Arbitrage

Il est créé une caisse de péréquation ayant pour but de rendre égaux les frais d'arbitrage supportés par les clubs du championnat seniors Départemental 1 sur l'ensemble de la saison. Tout match non joué sur décision de l'arbitre, ou à rejouer sur décision de commissions, entraîne des frais d'arbitrage qui seront inscrits dans la totalité des matches donnant lieu à répartition. Tous frais supplémentaires au barème d'arbitrage occasionnés par une dérogation seront supportés par le club demandeur. Les décomptes afférents à cette caisse seront établis en fin de saison et leurs régularisations inscrites aux comptes des clubs intéressés.

Article 26 - Frais d'arbitrage autres championnats de district

Pour tous les championnats de District, excepté le championnat Départemental 1 Seniors M, les frais d'arbitrage sont à la charge des deux clubs.

Article 28 - Rôle et mission du délégué

La Commission Départementale des Délégués peut désigner un délégué officiel sur toutes les rencontres officielles, championnats et coupes, hors compétitions Futsal.

Il est spécialement chargé de veiller à l'application du règlement de l'épreuve, et à la bonne organisation de la rencontre. En accord avec l'arbitre, il décide des mesures à prendre pour assurer la régularité de la rencontre. Il ne doit notamment tolérer sur le banc de touche que les personnes autorisées inscrites sur la FMI (1 entraîneur, 1 entraîneur adjoint, 1 dirigeant et 1 soigneur).

Il est tenu d'adresser dans les 24 heures, son rapport original au secrétariat du District (double à la Commission des Délégués), sur lequel sont consignés les incidents de toute nature qui ont pu se produire ainsi que tous les dysfonctionnements constatés.

Les frais de déplacement du délégué sont à la charge des deux clubs. Un délégué peut aussi être désigné à la demande des clubs, dans ce cas les frais de déplacement sont à la charge du club demandeur.